

(Suite de la page 5)

En attendant que les moyens de la guerre totale soient réunis, l'euphorie, due à la présence de «l'infailible sauveur» aidant, surgit une nouvelle, une étrange chanson : «Avec de Gaulle tout devient possible : l'oubli des humiliations passées, la guérison des plaies, la réparation des injustices, une Algérie nouvelle et fraternelle». Dans le lexique élaboré par les paroliers de Godard, un mot suave doté d'un effet magnétique miraculeux apparaît. Il attire, dans les bras l'un de l'autre, le colon repus et arrogant et son humble ouvrier au dos brisé, la pied-noir au cœur de pierre et sa boniche aux mains calleuses : «Fraternisation» ! L'étonnante rengaine est reprise en chœur par M^{lle} Sid Cara et ses amis, femmes de ménage, chauffeurs et jardiniers en renfort. Le «O, combien je vous aime» déclamé sous le balcon de Robert Lacoste par la gent abonnée aux mangeoires du bachagha Boualem et compagnie, n'a fait vibrer personne dans les djebels, mais il devient un élément qui sera pris en compte lorsque la suspicion s'installera. Dès le mois de mai, des Algériens rentrent en nombre dans les comités de «Salut Public». Les riches colons des Issers et la Mitidja mettent la

Lorsque l'opération concoctée par les services du colonel Godard commence à faire des ravages, la haute hiérarchie de l'ALN installée à Tunis, qui aurait pu s'étonner de l'ampleur de cette épidémie «d'agents français infiltrés» et qui aurait pu dire : «attention» et arrêter l'engrenage fatal, n'a pas pris la juste mesure du drame.

main à la poche pour susciter les enthousiasmes. L'état-major de la Wilaya III sent que quelque chose est en train de se passer. L'effet de Gaulle est ressenti. Des désertions, impensables jusque-là, se produisent. Le 10 juin, le CCE demande aux chefs de Wilaya d'engager, plus que jamais, une lutte impitoyable contre les «traîtres». Au mois d'octobre de la même année, de Gaulle, qui a assis son pouvoir, tente de découpler l'ALN de l'intérieur, des politiques installés à l'extérieur, en lançant son appel à la «la paix des braves». Le slogan est censé vider les maquis contre la promesse de réformes et d'une réinsertion sociale des combattants. Certains, et non des moindres, s'y laisseront prendre. Le référendum du 28 septembre 1958, concernant l'adoption de la nouvelle constitution française, voit la participation massive des musulmans, surtout en Kabylie. Il est vrai, grâce au terrible forcing de l'armée française. Le CCE, puis le GPRA, à partir de Tunis multiplient les mises en garde : «L'heure est grave. L'heure est à la vigilance !»

Bien avant l'appel de De Gaulle, le tarissement des mouvements des compagnies d'acheminement depuis le début de l'année, et «l'inaction» du CCE face au barrage électrifié ont rendu plus dures les conditions de la lutte et ont provoqué, ça et là, des commentaires défaitistes, lesquels sont interprétés - parce qu'ils sont rapportés à Amirouche - comme des symptômes de découragement et des signes annonciateurs d'une débandade programmée. Les unités envoyées en Tunisie pour ramener des armes sont revenues bredouilles, sans même avoir essayé de se frotter aux barrages. Le doute, qui se nourrit d'éléments objectifs, prend une autre forme : «L'intime conviction». L'intime conviction !...

Cette certitude qui, à travers les âges, a envoyé tant d'innocents à la mort...

La solitude d'Amirouche

Le chef de la Wilaya III n'a pas les spécialistes à même de décoder les processus de conditionnement et d'infiltration qui précèdent les étapes d'où partiront les tangentes dévastatrices. Il n'a qu'une seule idée de la façon dont il faut aborder ce qui lui apparaît être une opération subversive de grande ampleur : la stopper coûte que coûte. Il n'a pas à sa disposition les bureaux spécialisés d'un état-major apte à son but et à sa fonction, capables d'aller plus loin dans l'inextricable écheveau du milieu familial, des attaches humaines horizontales, du cursus des études, des raisons du ralliement à la révolution des maquisards suspectés ou dénoncés, dans l'examen du timing du calendrier des pseudo-rencontres de l'accusé avec ses commanditaires, des raisons matérielles, ou autres, qui auraient pu donner quelque crédit à son éventuel basculement. Tout cela est hors de la portée de Amirouche. N'ayant ni le temps ni les moyens pour une investigation policière méticuleuse et patiente, vivant un moment d'extrême tension, destinataire de mises en garde à répétition émanant du directoire politique suprême, il a pris le raccourci dangereux des aveux extorqués. Les comptes-rendus de l'inquiétant Mahiouz installeront en lui le syndrome de la trahison généralisée.

Lorsque l'opération concoctée par les services du colonel Godard commence à faire des ravages, la haute hiérarchie de l'ALN installée à Tunis, qui aurait pu s'étonner de l'ampleur de cette épidémie «d'agents français infiltrés» et qui aurait pu dire : «attention» et arrêter l'engrenage fatal, n'a pas pris la juste mesure du drame.

En 1958, le commandement de l'ALN est encore dans une phase laborieuse d'organisation et de remise en ordre. Mohamedi-Saïd Nasser, porté à la tête d'un nouveau COM (12 avril 1958), est confronté très tôt à une fronde paralysante, qui muerait bientôt en cabale, menée par ses adjoints, les colonels Lamouri, Bouglez, Mohammed Aouachria et du commandant Amar Ben Aouda. Amirouche, du côté du COM, n'a rien à espérer.

Krim, Boussouf et Bentobal (les trois «B»), dans un environnement difficile, essayent de concrétiser le programme défini par le cahier des charges de la Soummam. Ils ont fort à faire. Boussouf, dont on a fait un redoutable spécialiste de la guerre de l'ombre, était lui-même atteint d'espionite aiguë. Sa devise était «vigilance, vigilance et encore vigilance!» Son service de renseignement, encore embryonnaire, n'a même pas détecté l'immense redéploiement des forces françaises sur la frontière orientale de l'Algérie lorsque la base de l'Est, mal informée, a fait l'erreur tragique de tenter un passage en force du barrage électrifié.

L'opération coûtera à l'armée algérienne, en huit jours, sept cents morts ! (Fin avril, début mai 1958). Boussouf, victime de ses a priori, admettra comme tout à fait plausible le scénario d'une infiltration massive d'agents de l'ennemi. Ce qui se passe en Wilaya III l'incitera à imposer de nouvelles mesures drastiques pour protéger les structures placées sous sa responsabilité. Les moudjahidines qui ont travaillé à ses côtés s'en souviennent. Krim, parce qu'il a commandé la Wilaya III et parce que nul mieux que lui ne connaît les maquisards qui crient leur innocence et dont certains ont été ses compagnons et ses proches, ne réagit pas. Sans doute était-il passé trop rapidement du statut de gué-



De Gaulle.



Abane Ramdane.

rilla à celui d'homme d'Etat. Ses nouvelles responsabilités lui prenaient l'essentiel de sa réflexion. Il avait sous-traité les questions des hauteurs qui lui ont servi de tremplin à un homme (Mohamedi-Saïd Nasser) qui n'avait pas le calibre qu'exigeait la fonction. Ni Boussouf ni Bentobal ne sauraient être tenus responsables de l'inaction du CCE, face à la tragédie que vit la Wilaya III, autant que l'est Krim. A la décharge du responsable des forces armées, les difficultés auxquelles il se heurtait étaient considérables. Il était sur tous les fronts. Il était également seul. Mais il l'était par les choix qu'il avait faits en imposant des responsables incompetents à des postes stratégiques, il l'était par son installation loin des maquisards, il l'était par la sourde oreille qu'il a opposée aux appels d'Amirouche, il l'était par la disparition de Abane, il l'était par la mort des fils de l'Aurès. Le jour où Amirouche tombera, Krim saura ce qu'est la vraie solitude. Mais, il sera alors trop tard.

Chacun des trois «B» a fondé son pouvoir sur le socle d'une wilaya, une chasse gardée tenue par un féal. Les affaires de la Wilaya III étaient du ressort exclusif de Krim. Le propre du pouvoir collégial est d'être ambivalent et irrésolu. Il devient paralysant quand intervient dans l'équation le souci de ne pas trop regarder dans le jardin du voisin. Il faut attendre la fin de l'année 1958, après la convocation par Amirouche d'une réunion des chefs de wilaya de l'intérieur, pour voir les choses bouger à Tunis.

Le voyant rouge a bel et bien clignoté

Le D^r Chaulet, lorsqu'il commence à réunir tous les écrits, toute la documentation (BRQ, revues spécialisées, études, articles de journaux, comptes-rendus de débats) relatifs à la guerre d'Algérie dans les bureaux que M'hamed Yazid a mis à sa disposition dans un immeuble situé avenue de Paris à Tunis (discrètement protégé par les hommes de Ahmed Khilil qui vient de nous quitter), s'interroge sur la publicité par trop excessive que fait la presse française aux systèmes de défense du barrage électrifié. Il est intrigué par la débauche de précisions. Il parvient à la conclusion que c'est un conditionnement psychologique voulu, ciblant les candidats au franchissement pour les inhiber et les terroriser avant même le passage à l'acte: «Le barrage de la mort», «le rideau de fer qui tue», «hécatombe dans les rangs des rebelles», «voir Souk Ahras et mourir», «99% des hors-la-loi laissent leur peau dans les champs de mines», «Tu veux toujours te frotter au barrage ? Essaie et tu connaîtras l'enfer » etc. Il en parle à Fanon qui habite, également, avenue de Paris. Les paroles de Chaulet éveillent les soupçons de Fanon sur autre chose, sur ce qui

se passe en Kabylie et qui commence à se savoir à Tunis. Fanon est intrigué, non par la présence de traîtres, inévitables dans toutes les guerres, mais par leur nombre. Cela ne cadre pas avec ce qu'il croit savoir de la société algérienne, des sentiments qui ont conduit les jeunes Algériens à prendre les armes. Cela perturbe tout son

Ni Boussouf ni Bentobal ne sauraient être tenus responsables de l'inaction du CCE, face à la tragédie que vit la Wilaya III, autant que l'est Krim. A la décharge du responsable des forces armées, les difficultés auxquelles il se heurtait étaient considérables.

cheminement dialectique. A l'époque, Fanon collecte le maximum de matières pour ses ouvrages. Il a déjà écrit l'essentiel de *l'An Cinq de la Révolution Algérienne*. Il est en contact direct avec les maquis de la base de l'Est par le biais du commandant Rabah Nouar. Il interroge les djounoud sur la vie quotidienne à la campagne, sur les relations entre les colons et les Algériens. Il sollicite des éclairages de la part des officiers qui le reçoivent. Il a des discussions à bâtons rompus avec Tahar Zbiri qu'il soigne pour des maux de tête à répétition. Il écoute le proluxe Abdelkrim Hamrouchi, un esprit brillant qu'aucun interdit n'arrête quand il toise avec des mots féroces une dégaîne ou un discours. Il passe des soirées entières avec l'intarissable Saad Dahleb. Il note tout ce qui pourrait l'aider à comprendre «l'étiologie» de la foi des montagnards comme des citadins et qui explique leur inébranlable détermination à tenir tête à l'immense machine de guerre française. Les malades, venus des djebels, qu'il soigne, extériorisent des délires dus aux traumatismes qu'ils ont subis. Ce qui se passe en Kabylie ne cadre pas avec sa grille de lecture de la psychologie des Algériens. Il émet des doutes sur la culpabilité des jeunes maquisards livrés au bourreau. Et il subodore quelque machination infernale subrepticement installée et mise en mouvement grâce à l'amorce imparable de trois ou quatre vrais faux moudjahidines. Fanon a de la peine à admettre qu'il lui faudra ouvrir un autre chapitre dans l'ouvrage qu'il prépare, chapitre qui s'intitulerait «l'exception 1958».

Son approche est scientifiquement pesée. Il tente de faire partager ses doutes. En vain ! Fanon n'insistera pas, de peur de trop insister... Le voyant rouge qui s'est allumé s'éteint sans avoir déclenché les réflexes qui auraient pu arrêter l'engrenage. Amirouche, malgré ses appels à l'aide, sera seul, terriblement seul, pour affronter le malheur !

M. M.
(A suivre)